

FORMULE 73A

Loi sur les tribunaux judiciaires

AVIS DE REQUÊTE EN VUE DE FAIRE ENREGISTRER UN JUGEMENT RENDU AU ROYAUME-UNI

(titre)

(sceau de la cour)

AVIS DE REQUÊTE

À L'INTIMÉ

UNE INSTANCE A ÉTÉ INTRODUITE par le requérant en vue de faire enregistrer et exécuter en Ontario un jugement rendu contre vous par un tribunal du Royaume-Uni. La demande présentée par le requérant est exposée dans les pages suivantes.

LA PRÉSENTE REQUÊTE sera entendue le (jour) (date), à (heure), à/au (adresse du palais de justice).

SI VOUS DÉSIREZ CONTESTER LA REQUÊTE en vue de recevoir un avis de toute étape de la requête ou de recevoir tout document dans le cadre de la requête, vous-même ou un avocat de l'Ontario vous représentant devez préparer un avis de comparution selon la formule 38A prescrite par les Règles de procédure civile, le signifier à l'avocat du requérant ou, si ce dernier n'a pas retenu les services d'un avocat, au requérant lui-même, et le déposer, accompagné de la preuve de sa signification, à ce greffe. Vous-même ou votre avocat devez être présent à l'audience.

SI VOUS DÉSIREZ PRÉSENTER UNE PREUVE DOCUMENTAIRE ET NOTAMMENT UNE PREUVE PAR AFFIDAVIT DEVANT LE TRIBUNAL, OU INTERROGER OU CONTRE-INTERROGER DES TÉMOINS RELATIVEMENT À LA REQUÊTE, vous-même ou votre avocat devez faire signifier, outre votre avis de comparution, une copie de la preuve à l'avocat du requérant ou, si ce dernier n'a pas retenu les services d'un avocat, au requérant lui-même, et la déposer, accompagnée de la preuve de sa signification, au greffe du lieu où la requête sera entendue, le plus tôt possible, le plus tôt possible, mais au plus tard à 14 heures le jour précédant l'audience.

SI VOUS NE VOUS PRÉSENTEZ PAS À L'AUDIENCE, LE JUGEMENT DU ROYAUME-UNI PEUT ÊTRE ENREGISTRÉ ET EXÉCUTÉ CONTRE VOUS SANS QUE VOUS RECEVIEZ D'AUTRE AVIS.

date ..... délivré par ..... greffier local
adresse du greffe .....

DESTINATAIRES : (nom et adresse de chaque intimé)

REQUÊTE

Le requérant demande, en vertu de la Loi sur l'exécution réciproque des jugements (Royaume-Uni), que soit enregistré le jugement rendu par un tribunal du Royaume-Uni, dont la description suit :

- a) Nom du tribunal .....
b) Demandeur (ou requérant) .....
c) Défendeur (ou intimé) .....
d) Date du jugement .....
e) Montant, en monnaie mentionnée dans le jugement, accordé à chaque demandeur (ou requérant) et contre chaque défendeur (ou intimé)

Jugement pour Jugement contre Montant accordé Montant des dépens accordés

.....
.....

f) Intérêts postérieurs au jugement

.....Taux de par année

.....À partir du

.....Calculés sur (montant principal)

g) Montant impayé, en monnaie mentionnée dans le jugement, en ce qui concerne chaque demandeur (ou requérant) et chaque défendeur (ou intimé)

Payable à

Payable par

Montant impayé, y compris les intérêts

Montant de dépens impayés, y compris les intérêts

.....  
.....

2. La requête se fonde sur les moyens suivants :

a) La Loi et la Convention y figurant en annexe s'appliquent au jugement.

b) La Loi et la Convention n'interdisent pas l'enregistrement du jugement.

a comparu

c) Le défendeur (ou l'intimé)

n'a pas comparu

devant le tribunal du Royaume-Uni qui a rendu le jugement.

(Si le défendeur (ou l'intimé) n'a pas comparu, expliquez en détail pourquoi l'enregistrement du jugement est néanmoins permis en vertu de la Loi sur l'exécution réciproque des jugements (Royaume-Uni)).

d) Le requérant a le droit de faire enregistrer et de faire exécuter le jugement

en tant que demandeur (ou requérant) mentionné au jugement

en tant que cessionnaire du jugement

en tant que (précisez) .....

3. Le requérant présente à l'appui de la requête la preuve documentaire qui suit :

a) l'original du jugement, ou une copie certifiée conforme;

b) l'affidavit de .....

a) l'original du document qui constitue la preuve de la signification de l'acte introductif d'instance du tribunal du Royaume-Uni, ou une copie certifiée conforme de ce document.

4. L'adresse personnelle de l'intimé à la présente requête est la suivante :

.....

(date de délivrance)

(Nom, adresse et numéro de téléphone du procureur du requérant ou du requérant)